



Canadian Journal of Regional Science
Revue canadienne des sciences régionales

L'inégalité territoriale dans le Sud-est Tunisien : une mise en évidence à travers l'analyse des indicateurs régionaux de développement

Riadh Béchir, Nadia Ounalli, et Mongi Sghaier

Laboratoire d'Économie et Sociétés Rurales, Institut des Régions Arides, 4119 Médénine, Tunisie. Adressez vos commentaires à riadh113med@yahoo.fr.

Soumis 29 Juillet 2011 ; accepté 31 Décembre 2011.

© Canadian Regional Science Association/ Association canadienne des sciences régionales 2011.

Béchir, R, Ounalli, N, & Sghaier, M. 2011. L'inégalité territoriale dans le Sud-est Tunisien : une mise en évidence à travers l'analyse des indicateurs régionaux de développement. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 34(2-3), 61-68.

Depuis plusieurs décennies, les régions entières en Tunisie ont été écartées du processus de développement national qui a privilégié essentiellement le littoral. En effet, une disparité territoriale entre les régions du pays est cependant observée. Ce travail traite la disparité entre les délégations dans le Sud-est tunisien en menant une analyse exploratoire des indicateurs de développement moyennant la méthode de l'analyse en composantes principales (ACP). Ainsi, des recommandations seront proposées afin de guider les nouveaux acteurs publics de développement.

For several decades, Tunisia has been treated as a single entity in thinking about national economic development. However, the experiences and problems vary considerably by locale within the nation. For the South-east area of Tunisia, this work considers indicators of sustainability and territorial disparities that may exist among subareas in this region. To this end, data analysis was undertaken on a set of regional development indicators using the principal components analysis method (PCA) was conducted. Recommendations are proposed to help guide the public sector in development planning.

Depuis les années 80, la renaissance de l'intérêt accordé aux problèmes environnementaux, dans un contexte de dynamique socio-économique et démographique très vive, a suscité l'émergence de nouvelles interrogations tout autant doctrinales, conceptuelles, méthodologiques que décisionnelles.¹ Aujourd'hui « *Chaque pays a besoin de régions compétitives et dynamiques pour atteindre ses objectifs économiques et sociaux. Le développement régional est un complément indispensable aux politiques macroéconomiques* », c'est ce que déclare l'Organisation de coopération et de développement économique pour faire apparaître l'importance d'un développement intégré et global.

En Tunisie, le déséquilibre régional entre les gouvernorats et la disparité

territoriale entre les délégations ont été parmi les grandes révélations de la révolution de Janvier 2011. En effet, le soulèvement populaire qui a abouti à la chute du régime de Ben Ali est parti des villes tunisiennes défavorisées, d'abord celles du Sud entre 2008 et 2010 (région du bassin minier de Sud-ouest Gafsa) puis villes frontalières de Sud-est (Ben Guerdane et Médénine) et plus récemment, celles du Centre-ouest.

Ce papier propose, ainsi, de faire apparaître en appliquant la méthode d'Analyse en Composantes Principales (ACP) la disparité entre les délégations du Sud-est tunisien. Ce travail tente de présenter dans un premier temps, le découpage administratif en Tunisie, dans un deuxième temps, propose d'agrèger un ensemble d'indicateurs

régionaux de développement afin de dresser une typologie des délégations du Sud-est et de discerner les éventuelles défaillances et inégalités freinant leur développement.

Disparité régionale en Tunisie

La Tunisie est découpée en 24 gouvernorats et 268 délégations de superficies et de populations inégales. Puisque le nombre des gouvernorats étant élevé, l'Etat tunisien a décidé de découper le territoire tunisien en six régions de planification à partir du VIème plan de développement (1982-1986) pour optimiser l'exécution de sa politique. Le développement régional en Tunisie représente un des axes importants et prioritaires dans le programme de développement du pays. En effet, les objectifs de l'État s'orientent vers la réduction de l'inégalité et de la pauvreté entre les régions par la modernisation et l'amélioration des infrastructures de base et par la valorisation des ressources humaines et naturelles au niveau régionale. Malgré les efforts en matière de réduction de la pauvreté, celle ci reste concentrée dans les régions intérieures du pays.

On peut poser ici la question de la relation qui existe entre le lieu de résidence et le niveau de vie des ménages qui a attiré l'attention des économistes, en effet, on a deux manières différentes de concevoir cette relation ; pour certains économistes, tel Alonso (1964), le niveau de vie des ménages détermine leurs localités de résidence. En revanche, selon d'autres économistes, tel Kain (1968), ce n'est pas le niveau de vie qui influence le lieu de résidence mais plutôt l'inverse. En réalité les liens entre populations pauvres et lieux de résidence sont doubles.² D'une part, l'installation et la concentration des populations défavorisées conduit à "appauvrir" un quartier, aussi bien d'un point de vue économique qu'au niveau social. D'autre part, parce qu'il cumule les difficultés sociales et économiques, un quartier défavorisé peut devenir en soi un facteur potentiel de pauvreté pour ses occupants.

Les économistes partagent donc l'idée que la pauvreté et le niveau de

Tableau 1. Indicateurs utilisés dans l'ACP

Délégation	V1	V2	V3	V4	V5	V6	V7	V8	V9	V10	V11
Tataouine nord	12977	3773	9049	1749	76,6	10,1	911	94,2	0,072	0,046	0,081
Tataouine sud	9900	3270	8325	2099	76,6	10,1	912	94,2	0,063	0,053	0,058
Ghomrassen	7081	1546	5835	1897	70,0	17,0	786	99,9	0,058	0,054	0,068
Bir lahmer	2957	244	2395	118	0	10,0	202	92,2	0,057	0,050	0,063
Remada	2184	833	1567	248	0	4,0	72	97,3	0,067	0,040	0,052
Dhiba	1005	22	817	0	0	5,5	56	98,6	0,035	0,039	0,026
Smar	3497	3497	1901	1901	0	5,0	110	89,3	0,095	0,032	0,065
Medenine sud	12839	8217	10587	5960	65,0	12,6	1290	88,9	0,075	0,050	0,130
Medenine nord	14123	3954	10285	1725	65,0	11,9	1564	91,0	0,078	0,050	0,135
Zarzis	28460	2845	18365	510	15,0	16,9	3793	81,8	0,080	0,054	0,232
Ben guerdane	19128	10098	12883	2416	0	10,9	1263	93,8	0,110	0,044	0,143
Beni khedache	8987	7639	3261	2625	0	5,1	120	58,9	0,068	0,035	0,067
Sidi makhlouf	6848	6848	2850	2850	0	2,7	51	36,0	0,070	0,031	0,082
Ajim	8817	0	26868	0	0	16,3	942	72,0	0,131	0,048	0,115
Midoun	21751	0	58272	0	17,0	19,8	2808	84,0	0,101	0,067	0,263
Houmet essouk	29187	0	73628	0	32,0	23,3	4838	89,0	0,131	0,079	0,349
Gabes Medina	17515	0	1500	0	91,0	20,4	2672	99,7	0,069	0,071	0,081
Gabes sud	20424	1244	17317	918	91,0	16,0	4272	99,7	0,065	0,086	0,111
Gabes ouest	6718	246	5427	0	72,0	10,1	992	99,7	0,064	0,054	0,047
El hamma	13951	4522	11426	884	98,0	7,5	816	99,5	0,045	0,037	0,047
Mareth	16616	8820	10812	4629	72,0	6,4	1424	98,0	0,074	0,036	0,053
Métouia	7255	1209	6143	822	92,0	10,6	896	97,0	0,060	0,055	0,083
Matmata nouvelle	5211	2893	3133	1202	0	6,3	384	99,7	0,051	0,031	0,035
Matamat	1955	1212	1394	864	0	8,3	96	99,7	0,052	0,030	0,028
Ghannouch	4810	0	3990	0	51,0	5,5	480	97,0	0,180	0,052	0,080
Menzel habib	2213	2213	786	786	0	1,6	32	97,0	0,150	0,029	0,031

V1 : Nombre des bénéficiaires d'électrification. V2 : Nombre des bénéficiaires en milieu non communal. V3 : Nombre des bénéficiaires de l'eau potable. V4 : Nombre des bénéficiaires de l'eau potable en milieu non communal. V5 : Taux de branchement à l'ONAS en milieu communal. V6 : Taux de branchement aux réseaux téléphoniques. V7 : Nombre d'abonnés à l'ADSL. V8 : Taux des accouchements assistés. V9 : Ratio : (1/Taux de chômage). V10 : Ratio : (1/taux d'analphabétisme). V11 : Ratio : (1/taux de vulnérabilité), avec Taux de vulnérabilité des familles : (Familles nécessiteuses *100 / nombre totale des familles).

Tableau 2. Coordonnées des observations

Délégation	F1	F2
Tataouine nord	0,049	0,397
Tataouine sud	-0,139	0,110
Ghomrassen	0,300	-0,554
Bir lahmer	-0,998	-1,347
Remada	-1,926	-1,301
Dhiba	-2,663	-2,260
Smar	-1,991	0,325
Medenine sud	0,150	3,153
Medenine nord	0,726	0,679
Zarzis	2,821	0,771
Ben guerdane	0,240	2,354
Beni khedache	-1,962	2,387
Sidi makhlouf	-2,314	3,021
Ajim	0,962	-0,422
Midoun	3,859	-0,306
Houmet essouk	6,026	-0,240
Gabes Medina	2,479	-1,347
Gabes sud	3,571	-0,570
Gabes ouest	-0,198	-1,691
El hamma	-0,604	-0,098
Mareth	-0,768	2,444
Métouia	0,198	-0,807
Matmata nouvelle	-2,266	-0,744
Matamat	-2,590	-1,546
Ghannouch	-0,237	-1,322
Menzel habib	-2,725	-1,086

vie des ménages ne sont pas aléatoi-

Tableau 3. Cosinus carrés des variables

	F1	F2
V1	0,747	0,122
V2	0,070	0,821
V3	0,639	0,003
V4	0,054	0,703
V5	0,138	0,000
V6	0,831	0,008
V7	0,883	0,002
V8	0,006	0,336
V9	0,065	0,000
V10	0,817	0,039
V11	0,560	0,210

Les valeurs en gras correspondent pour chaque variable au facteur pour lequel le cosinus carré est le plus grand

rement distribués dans l'espace. Plutôt ils sont concentrés dans des zones contiguës caractérisées par des attributs semblables marqués par exemple par le niveau d'éducation, la taille de ménage, les infrastructures, les conditions climatiques, etc.

Nombreux sont les travaux menés pour analyser les indicateurs de développement et la disparité régionale en

Tunisie.³ En fait, ce pays est marqué par de fortes disparités régionales qui existent entre les régions côtières et les zones du Sud et de l'Ouest du pays, principales poches de pauvreté. Ces disparités sont le produit d'une répartition déséquilibrée des indicateurs de développement.

La méthode d'analyse

Les indicateurs de développement régional permettent aux décideurs de suivre et évaluer l'état du développement socioéconomique régional. Cependant, un tableau de différents indicateurs ne donnerait pas une image claire vu l'hétérogénéité de ces indicateurs selon le domaine qu'ils couvrent. En effet, la multiplicité des dimensions du développement empêche d'effectuer des comparaisons temporelles ou spatiales.

A cette fin, la méthode d'Analyse en Composantes Principales (ACP) sera utilisée afin de répondre à ce problème et montrer la disparité en ma-

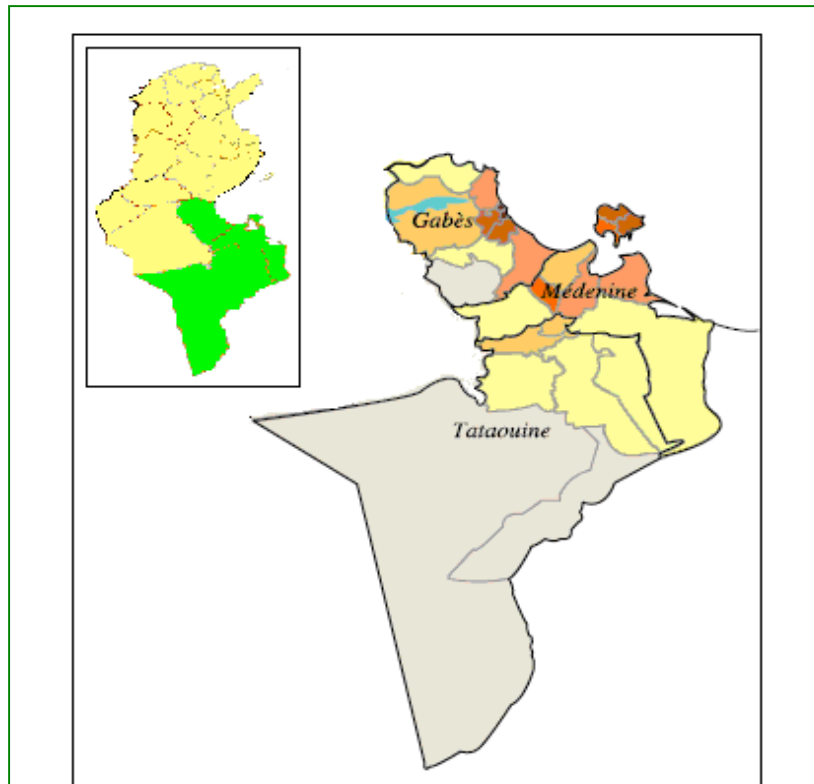


FIGURE 1. Carte de la zone d'étude. Source : Béchir (2011)

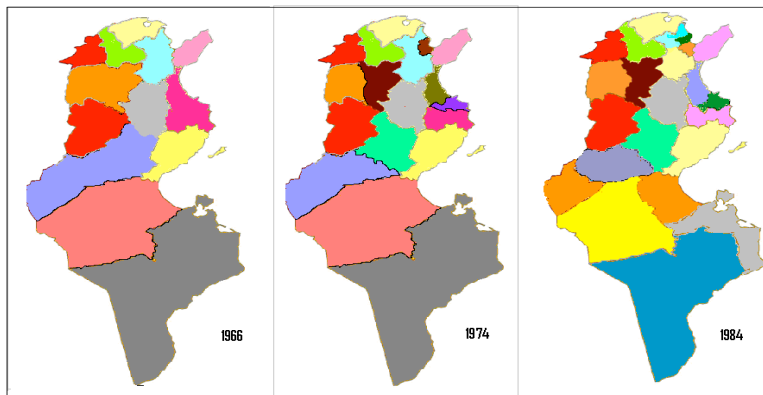


FIGURE 2. Découpage administratif en Tunisie de 1966 à 1984. Source : Béchir (2011)

tière du développement entre les délégations du Sud-est. L'ACP permet de regrouper les indicateurs initiaux en un nombre limité d'indicateurs synthétiques appelés facteurs qui seront plus simples et plus clairs à interpréter à la différence de l'information initiale qui est trop abondante pour être exploitée dans son état brut.⁴ Cette méthode permet de dresser une typologie des régions suivant leur ressemblance sur la base de ces facteurs.⁵ Elle s'applique à des variables quantita-

tives et qui permet de faire la synthèse de l'information contenue dans un grand nombre de variables⁶. Pour appliquer cette méthode on part d'un tableau de données rectangulaire, représentant toutes les données, en plaçant en ligne les délégations et en colonnes un ensemble d'indicateurs régionaux du développement. Soit X ce matrice de données ;

$$X = \begin{matrix} & \text{Indicateurs} \\ & \begin{matrix} 1 & \dots & p \end{matrix} \\ \begin{matrix} 1 \\ \dots \\ n \end{matrix} \text{ Délégations} & \begin{bmatrix} x_1^1 & \dots & x_p^1 \\ \dots & \dots & \dots \\ x_1^n & \dots & x_p^n \end{bmatrix} \end{matrix}$$

L'ACP cherche à établir, dans notre exemple, une similarité entre les délégations c'est à dire chercher et fixer des groupes des délégations homogènes concernant l'accès aux indicateurs de développement. Les données sont issues de 11 indicateurs régionaux de développement déterminés par l'Office du Développement de Sud (ODS) relatifs à l'année 2009 pour la région du Sud-Est. Le choix limité du nombre des indicateurs (11) utilisé dans l'ACP s'explique par la disponibilité des données socioéconomiques par délégation dans le zone de Sud-est Tunisie. Pour les indicateurs choisis, voir Tableau 1. Ces indicateurs sont essentiellement sociaux et reflètent le niveau de vie de la population des différentes régions du Sud-est tunisien (voir).

Choix de zone d'étude

Notre zone d'étude est composée de trois gouvernorats de Sud-est (Gabès, Médenine et Tataouine) qui sont divisés en 26 délégations (Figure 1). Cette partie du travail va présenter tout d'abord l'historique de découpage administratif en Tunisie, ensuite une brève description de zone d'étude sera présentée.

Découpage administratif en Tunisie

La Tunisie a connu des découpages administratifs différents, chacun répond à un ordre politique et socio-économique bien déterminé. Au découpage précolonial épousant les données naturelles et historiques et exprimant le compartimentage et la communication difficile entre les lieux, s'est succédé un découpage colonial qui répond aux impératifs coloniaux d'exploitation et d'encadrement des autochtones, utilisant aux mieux la trame tribale.⁷ Après l'indépendance en 1956, le pays a été doté d'un découpage spatial qui répond aux impératifs de la construction nationale.

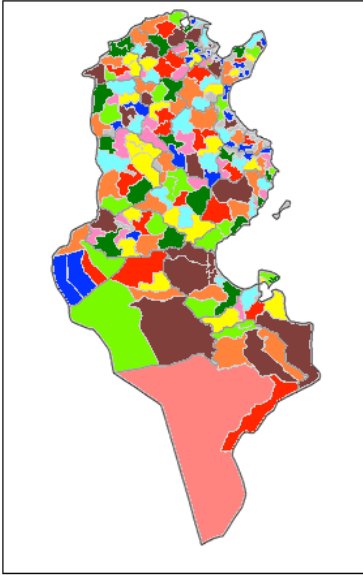


FIGURE 3. Découpage administratif des délégations en Tunisie. Source : Béehir (2011)

Tableau 4. Variabilité des facteurs principaux

Axe	Variabilité (%)	Pourcentage cumulé
F1	43.716	43.716
F2	20.414	64.13
F3	15.110	79.240
F4	7.278	86.517
F5	5.404	91.921
F6	2.532	94.453
F7	2.308	96.761
F8	1.562	98.323
F9	1.088	99.412
F10	0.522	99.933
F11	0.067	100

Source : Résultat de l'application de l'ACP

Avant la période coloniale, le découpage administratif de la Tunisie comporte 70 « caïdats » dont les responsables « les caïds » avaient une fonction essentiellement fiscale, chaque caïdat est composé de plusieurs « macheikhats » où le responsable appelé « chikh » assure le lien entre la population et le pouvoir local. À la suite de la colonisation qui a eu lieu en 1881, les autorités françaises ont gardé cette même structure mais en réduisant le nombre de caïdats à 36. Dès l'indépendance en 1956, l'Etat a supprimé l'administration traditionnelle et a mis en place une administration moderne avec un décou-

page par ; gouvernorat – délégation – secteur.

Entre 1956 et 2010, le nombre des gouvernorats est passé de 13 à 24, l'augmentation du nombre des gouvernorats en Tunisie a débuté pendant les années 1970 où trois gouvernorats ont été créés en Tunisie médiane : Siliana, Zaghouan et Sidi Bouzid et le Centre-Est, à son tour, a été divisé en trois gouvernorats : Sousse, Monastir et Mahdia. Dans les années 1980, après l'affaire de Gafsa, à la suite d'une attaque armée d'un commando infiltré par la frontière algéro-libyenne, il a été créé trois nouveaux gouvernorats dans le Sud : Kébili, Tozeur et Tataouine qui sont, en fait, des zones frontalières détachées de leurs anciens gouvernorats ; respectivement Gabès, Gafsa et Médenine. Après la "Révolte du Pain" en 1984, à la suite d'une augmentation du prix du pain, le gouvernorat de Tunis a été divisé en trois gouvernorats ; Tunis, Ariana et Ben Arous (Figure 2). En 2000, le gouvernorat de l'Ariana est scindé en deux avec l'autonomisation de sa partie sud qui constitue le gouvernorat de Manouba. Concernant le nombre des délégations, il est passé de 86 en 1956 à 264 en 2010, subdivisées ainsi en 2073 secteurs. (Figure 3).

Présentation de la zone d'étude

Le sud-est tunisien correspond à une zone limitée à l'Ouest, par le gouvernorat de Kebilli et à l'Est par le golfe de Gabès et la frontière libyenne. Cette zone se caractérise par un climat aride marqué par une pluviométrie faible et irrégulière (50 à 200 mm/an) avec des températures élevées. D'origine nomade et semi-nomade, la population de la région a connu un processus de fixation et de sédentarisation progressive depuis l'intervention coloniale, vers la fin du XIX^{ème} siècle. Ce processus s'est traduit au niveau de l'activité sociale et économique par la désagrégation des anciennes structures tribales et communautaires et par la mise en difficulté de l'ancien système de production, basé essentiellement sur l'élevage pastoral et l'agriculture en sec.⁸ Au niveau

économique, la région est caractérisée par la présence de :

- Secteur artisanal et industriel basé sur l'exploitation des ressources pétrolières de l'extrême-Sud et sur les unités manufacturières de transformation principalement dans les branches des matériaux de construction, du textile et de l'agro-alimentaire et aussi le pôle d'industries chimiques à Gabès ;
- Branche touristique avec la zone touristique de Jerba-Zarzis qui constitue l'un des principaux lieux de concentration entre les établissements touristiques du pays ;
- Activité importante du secteur de la pêche ;
- Secteur agricole marqué par l'oléiculture ;
- Commerce informel avec la Lybie.

Application de l'ACP

L'application de la méthode de l'Analyse en Composante Principale, en utilisant le logiciel XLSTAT, montre que les deux premiers axes (F1 et F2) totalisent à eux seuls 64,13% de la variabilité totale de l'analyse (1). On se limitera dans l'interprétation des résultats à l'étude de ces deux premiers facteurs et du plan qu'ils engendrent.

Le premier axe F1 (Figure 4) représente 43,71% de la variabilité observée, il est corrélé aux indicateurs d'infrastructures et d'équipements tels que ; le nombre de bénéficiaires d'électrification, le nombre de bénéficiaires de l'eau potable, le taux de branchement aux réseaux téléphoniques, le nombre d'abonnés à l'ADSL, le taux d'analphabétisme et le taux de vulnérabilité des familles.

L'axe F2 est essentiellement corrélé au nombre des bénéficiaires en milieu non communal (V2), au nombre de bénéficiaires de l'eau potable en milieu non communal (V4) et au taux des accouchements assistés (V8). Schématiquement, on peut distinguer trois groupes homogènes sur le plan factoriel (F1, F2), les délégations relativement équipées en infrastructure (à droite du graphique), les délégations à

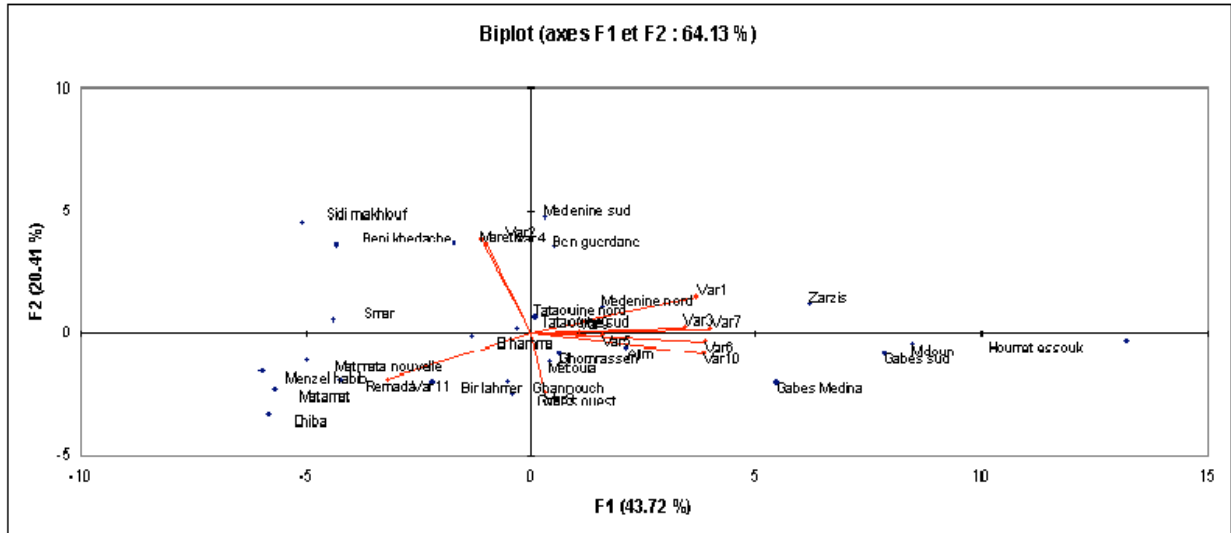


FIGURE 4. Répartition des indicateurs et des délégations sur le plan factoriel (F1 et F2). Source : résultat de l'application de l'ACP. Béchir (2011)

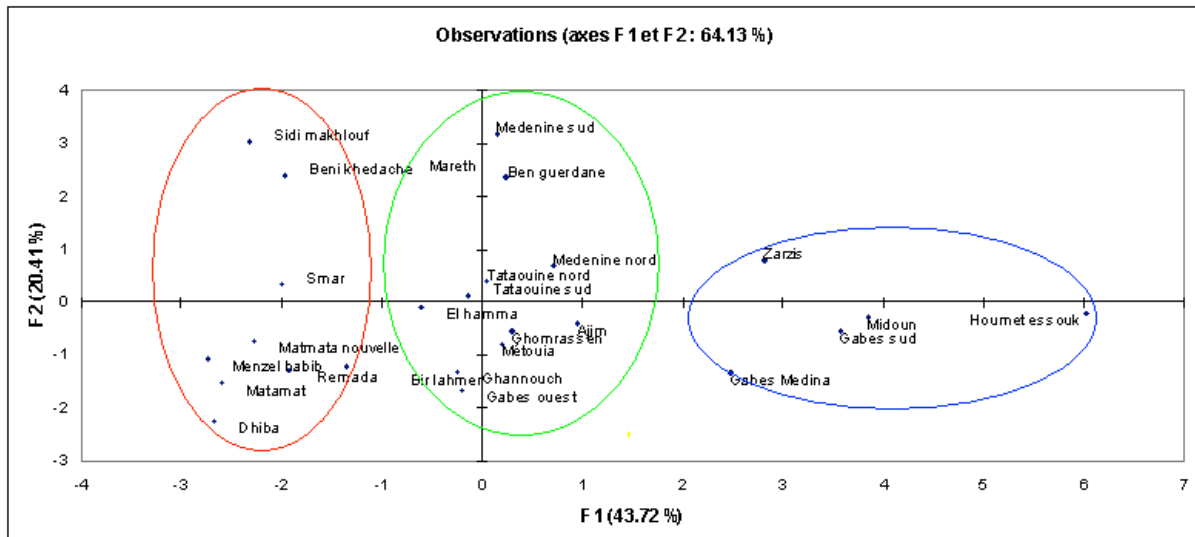


FIGURE 5. Position des groupes socioéconomiques sur le plan factoriel (axes F1 et F2). Source : résultat de l'application de l'ACP. Béchir (2011)

développement socioéconomique moyen (au centre du graphique) et les délégations les moins équipées (à gauche de la figure 5). Ces trois groupes homogènes peuvent être représentés sur la carte régionale (figure 6).

Pour interpréter la signification des deux axes d'abscisse et d'ordonner du graphique de l'ACP on doit se baser surtout sur le tableau de Cosinus carrés des variables obtenu par l'utilisation de logiciel XLSTAT (voir Tableaux 1, 2, et 3). Dans ce contexte, pour les axes F1 et F2 on cherche la plus grande valeur de cosinus carrés pour chaque indicateur et par suite on

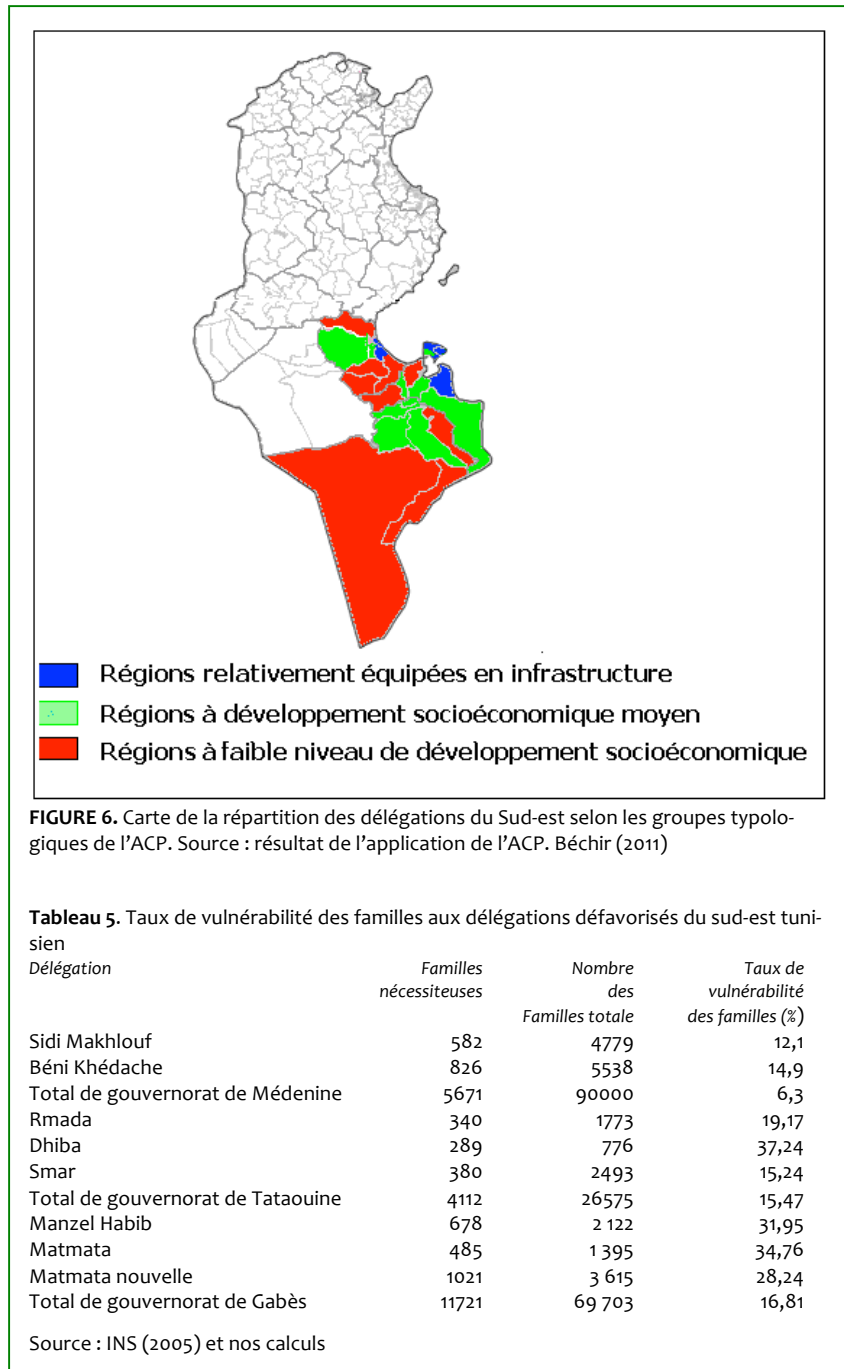
peut interpréter l'appartenance de chacun des 11 indicateurs aux axes F1 et F2.

Régions à faible niveau de développement socioéconomique

La croissance économique qu'a connue le Sud-Est depuis plusieurs années a abouti à un déséquilibre spatial entre le littoral et l'intérieur de cette zone. En effet, les délégations « défavorisées » constitués par ; Sidi Makhlouf , Beni Khédache, Rmada, Dhíba , Smar , Manzel Habib, Matmata et nouvelle Matmata sont caractérisés par l'aridité avec une exploitation excessive des ressources naturelles.⁹

Ils ont gardé une structure à dominante rurale, avec une insuffisance de performances réalisées en termes de développement humain ou le taux de familles nécessiteuses tourne autour de 12,1% à 37,24% (Tableau 5).

L'analyse des indicateurs régionaux de développement montre qu'un effort devrait être apporté, surtout pour l'accès des ménages aux services de base, dans ces délégations défavorisées qui sont des régions qui souffrent de l'absence d'une bonne gouvernance et d'une politique cohérente de développement à long terme d'une part, et de leur faible intégration dans



le tissu régional et national d'autre part.

Régions à développement socioéconomique moyen

Ce groupe est formé de quatre délégations de gouvernorat de Médenine (Médenine Sud, Médenine Nord, Ben Guerdane et Ajim), cinq délégations de gouvernorat de Gabès (el Hamma, Mareth, Metouia, Ganouche et Gabès

ouest) et quatre délégations de gouvernorat de Tataouine (Bir lahmer, Tataouine sud, Tataouine nord et Ghomrasen). Ces régions sont marquées par une population à dominante urbaine. Elles ont connu depuis les années 70, un développement économique renforcé par le secteur privé avec l'apparition des zones industrielles tel que celle de Médenine Sud et de Ganouche.¹⁰ Cet effort d'investissement a permis de créer

plusieurs postes d'emploi mais le taux de chômage dans la région reste malgré ça élevé. En effet, aujourd'hui, l'activité industrielle est encore limitée en raison de l'absence d'un environnement industriel important, du manque des fonds d'investissement locaux, et des coûts additionnels de transport pour l'écoulement de la production. Notons ici que cette région du Sud-est est connue pour sa longue tradition en matière d'immigration surtout vers la France et vers la Libye. Ainsi, la population locale de cette zone a profité de la proximité géographique de la frontière libyenne pour créer une dynamique économique basée sur ce qu'on appelle « souk libya » marqué par le commerce informel. Ce commerce, malgré ses inconvénients qui touchent l'économie nationale, a permis l'amélioration du niveau de vie et la fixation de la population dans la zone du sud.

Régions équipées en infrastructure et à haut niveau de développement

Ce groupe est formé de deux délégations de Gabès (Gabès Medina et Gabès sud), trois délégations de l'île de Djerba et la délégation de Zarzis où le tourisme se présente comme le secteur économique principal. En effet, en 2007 le nombre des nuitées avoisine les 8.569 millions et le taux d'occupation des hôtels dépasse le 60%. Dans ce contexte, l'île de Djerba est devenue un pôle touristique de renommée internationale. Ces délégations, comportent plus de 96 unités hôtelières ayant une capacité totale de 35 000 lits.

Le développement du tourisme à l'île de Djerba est stratégique. L'Etat tunisien a été l'acteur initial par ses investissements et ses avantages fiscaux et financiers consentis aux établissements touristiques. Ainsi, la présence de l'aéroport international « Djerba-Zarzis », d'infrastructures routières contribue à en faire un centre touristique important et un générateur de croissance économique pour la région. Ce secteur touristique a créé des emplois directs et indirects, le nombre d'emplois directs, lié à l'hôtellerie, correspond en 2009 pour

l'ensemble de la zone Djerba-Zarzis à quelques 19 000 postes de travail. L'emploi indirect est lié surtout à la construction des complexes hôteliers, aux services, à l'artisanat, au transport, etc., mais ceci reste toujours lié à la stabilité du secteur touristique.

Quand à la délégation de Zarzis, a coté du secteur touristique, elle est connue par son port de pêche et de commerce ainsi que par la zone franche implantée il y a quelques années. En outre, du fait de son climat côtier favorable, l'olivier occupe une place particulière avec une superficie de 61500 ha soit 33% de la superficie oléicole du gouvernorat. La production est transformée par 63 huileries dont la majorité est moderne.

Concernant la ville de Gabès, elle abrite une activité économique diversifiée, notamment un secteur industriel important spécialisé dans l'industrie chimique notamment le traitement des phosphates tunisiens. Le port de la ville est le quatrième port de commerce du pays en termes de chiffre d'affaires. Gabès abrite aussi une infrastructure d'exploitation pétrolière off-shore et pétrochimique. L'infrastructure de base de la ville de Gabès est en pleine mutation, progressant vers une situation très favorable et attractive. Aussi, la ville de Gabès est connue par sa palmeraie qui s'étend sur un ensemble d'une dizaine d'oasis. L'importante récolte des grenades dans ces oasis côtiers a permis d'améliorer la situation socio-économique des agriculteurs. Par rapport à ce produit agricole, des études des produits « d'appartenance d'origine contrôlées » ont commencé pour identifier les grenades de Gabès.

Discussion et solutions proposées

La disparité régionale et territoriale nourrit un sentiment d'injustice engendrant plusieurs problèmes politiques, économiques et sociaux. Ainsi, le Sud-est tunisien est marqué par la présence de territoires souffrant d'une crise multiforme. Celle-ci peut prendre la forme d'une crise de gestion des ressources naturelles dont la mobilisation a servi de palliatifs à des politiques de développement basées sur

les ressources humaines et sur la maîtrise de la technologie. Le taux de chômage au niveau de ces régions ainsi que le taux de pauvreté demeurent relativement élevés par rapport à la moyenne nationale.¹¹ La réduction des disparités territoriales nécessite, à cet effet, d'améliorer l'infrastructure de base avec une redéfinition du rôle des espaces économiques et un redécoupage régional¹² aussi bien dans le milieu rural, où la transformation des structures et la réduction des écarts entre secteur moderne et traditionnel doivent s'accompagner par des sessions de formation des agriculteurs et par la mobilisation des personnes ressources qualifiées, que dans le milieu urbain, où l'état de concentration du réseau doit évoluer vers des formes d'organisation décentralisées, intégrées au plan régional et utilisatrices de main-d'œuvre.¹³

Aujourd'hui, le développement régional au Sud-est souffre de plusieurs handicaps, tels que :

- L'absence de l'information statistique actualisée périodiquement lié surtout au problème de la pauvreté au niveau régional, ce qui entraîne des problèmes en ce qui concerne l'élaboration des grands axes relatifs au développement régional ;
- L'absence des études stratégiques nationales au niveau régional ;
- Les retards dans l'exécution de plusieurs projets au niveau régional ;
- La centralisation des décisions concernant l'octroi des crédits et des primes d'investissement au profit des entrepreneurs, ainsi que la complexité et la lourdeur des procédures administratives ;
- L'insuffisance de l'infrastructure de base ce qui représente un frein à l'attraction des investisseurs.

Pour pallier à ces handicaps, l'un des devoirs majeurs auxquels doivent répondre les autorités publiques consiste à corriger les déséquilibres régionaux grâce à l'impulsion d'une dynamique de convergence entre les régions. Le développement régional est

le moyen privilégié de relever ces défis. Il a pour objectif d'accroître le potentiel socio-économique et environnemental. A cet égard, il favorise une dynamique de développement équilibré, et l'atténuation voire l'élimination des disparités territoriales et ce par des stratégies et politiques de développement adoptées permettant la préservation des ressources naturelles et la création des activités génératrices de revenus et par conséquent l'amélioration du niveau de vie des populations.

Ainsi, les régions de Beni Khédache, Matmata, Ghomrassen, par exemple, et pour leurs potentiels naturels et culturels, peuvent devenir des pôles de tourisme montagneux. En effet, les Ksour situés par exemple au dessus des montagnes de la région de Beni Khedache font partie du patrimoine culturel du sud tunisien et témoignent de son évolution historique et sociologique. Ceci peut servir à long terme de levier pour un véritable essor du tourisme culturel ou plus exactement de l'éco-tourisme. Le secteur de l'artisanat occupe aussi une place importante dans l'économie régionale eu égard le rôle qu'il joue dans la promotion de la région et le soutien des autres secteurs économiques. Et pour ce faire, des investissements doivent être mobilisés dans les délégations qui regorgent de potentialités et de richesses insondables telles que Gabès, el Hamma, Matmata et Sidi Makhlouf. En outre, il faut profiter de la situation géographique et frontalière des délégations de Smar, Dhiba et Ben guerdane, qui peuvent faire appel à des investissements dans les industries agroalimentaires par la transformation des diverses variétés de productions locales destinées à exporter vers la Libye.

Conclusion

Malgré la disparité régionale qui a bloqué les zones de l'intérieur du pays, Le sud-Est tunisien a connu une certaine amélioration des conditions de vie de la population. Toutefois, le présent travail a montré qu'il existe au moins trois groupes de délégations qui se distinguent nettement par le niveau

de développement. Cette situation nécessite de repenser les actions des programmes et projets de développement au niveau de ces régions dans un objectif de dépasser les limites écologiques, économiques et sociales. Ceci nécessite une nouvelle répartition spatiale et un nouveau découpage régional qui remet en cause la répartition équitable des investissements entre les régions, et la nécessité de traiter zone par zone, suite à une approche participative, les problèmes et les défaillances socio politiques pour en tirer les conclusions et les perspectives de développement adéquates qui en résultent.

Références

- Abaab, A, & Elloumi, M. 2009. Ajustement, mondialisation et zone difficiles : politiques de développement et stratégies des acteurs (le sud tunisien), actes du séminaire internationale DELZOD, Avril 2009, 217-229.
- Alonso, W. 1964. *Location and Land Use*. Cambridge : Ed. Harvard University Press.
- Bécher, R, et al. 2011. *Organisation territoriale en Tunisie*. Rapport du tra-vail dans le cadre du projet A2DTRM.
- Bécher, R, & el Khattali, H. 2011. Développement durable et amélioration du niveau de vie au gouvernorat de Tataouine (Sud-est tunisien). *Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment*, New Médit, n2, vol. 10, 18-24.
- Belhedi, A. 1998. Quelques aspects du développement régional et local en Tunisie. *Cahiers du Ceres* 20, 15-78.
- Belhedi, A. 1999. Les disparités spatiales en Tunisie : Etat des lieux et enjeux. *Revue Méditerranée*, 1999, n° 1-2, 63-72 1.
- Belhedi, A. 2005. Dynamique économique régionale. Traits et tendances récentes. Analyse structurelle-résiduelle. *Cybergeo* 310, 2005.
- Didier, G, et al. 2006. *Entre Désertification et développement La Jeffara tunisienne*, Ed. Cérès, IRA, IRD, Tunis.
- El Ansari, R. 2009. Dynamique régionale et développement inégal au Maroc, Communication au colloque international Inégalités et développement dans les pays méditerranéens Université de Galatasaray, Istanbul, Turquie
- Falissard, B. 1998. *Comprendre et utiliser les statistiques dans les sciences de vie*. Collection évaluation et statistiques. Masson (éd.) paris.
- Hauret L. 2005. Analyse économique de la dimension géographique de la pauvreté ; Une application à la Région lorraine, *Recherches et Prévisions* 79 - mars 2005.
- INS (Institut National tunisien de la Statistique). 2005. Les Résultats de recensement général de la population et de l'habitat de 2004.
- Jaouad, M, et al. 2009. Schéma de développement des régions économiques du sud de la Tunisie : points de repères et indices de développement, actes du séminaire international DELZOD, Avril 2009, 557-565.
- Kain, J. 1968. Housing Segregation, Ne-gro Employment, and Metropolitan De-centralization. *Quarterly Journal of Economics* 82, 175-197.
- Lebart, L, et al. 1997. *Statistique exploratoire multidimensionnelle* DUNOD, Paris, 440.
- Maldague, M. 1992. Concept de développement rural intégré, In, *Programme en développement rural intégré*, université de Laval, Québec, 1992, 239-244.
- ODS (Office de Développement de Sud). 2009. *Gouvernorat de Médenine en chiffre 1997-2009*.
- Picouet, M, et al. 2004. *Environnement et sociétés rurales en mutation : Approches alternatives*. IRD Editions, Institut des régions arides, 2004
- Sandron, F, & Sghaier, M. 2000. L'approche « indicateurs » pour suivre les relations population - environnement : des concepts à l'expérience. *Sécheresse* 11(3), 171-178.

¹ Sandron et Sghaier (2000)

² Hauret (2005)

³ Tels que Belhedi (1999), Sandron et Sghaier (2000), Picouet et al (2004), Jaouad et al (2009), et Bécher et al (2011).

⁴ Lebart et al (1997).

⁵ Jaouad et al (2009).

⁶ Falissard (1998).

⁷ Bélhedi (1998).

⁸ Didier et al (2006).

⁹ Bécher et Khattali (2011).

¹⁰ ODS (2009).

¹¹ Abaab & Elloumi (2009).

¹² Belhedi (2005).

¹³ El Ansari (2009)